

Bonnes nouvelles

Jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien ?

Le discours à la mode, très à la mode, c'est que les temps sont durs alors il faut « aider » les entreprises dans le but évidemment de sauver des emplois. Ce sont quand même des dizaines de milliards d'euros qui sont ainsi distribués au patronat. Cela se fait de manière très diverse, sous forme d'exonérations de cotisations sociales ou de baisses d'impôts comme par exemple avec le CICE (crédit impôt compétitivité emploi).

Le CICE, ça signifie que l'entreprise obtient une réduction d'impôts, proportionnelle au nombre de salariés, à la masse salariale. Dans CICE il y a « emploi » et il y a « compétitivité ». C'est en fait ce dernier mot qui est important.

Et chez Ford c'est comme partout ailleurs. En 2015, le cadeau de l'Etat c'est 1,5 million d'euros sensé permettre le maintien des emplois. L'entreprise a d'ailleurs obligation de s'expliquer sur l'utilisation de cet somme car elle ne peut pas en faire ce qu'elle veut. Chez Ford, là encore comme dans la plupart des endroits, les 1,5 millions ont été utilisés pour réduire le « coût du travail » !

Et bien voilà, Ford a donc reçu son cadeau qui aura servi à réduire... le « coût du travail », plus précisément à réduire la masse salariale par la suppression de près de 100 emplois rien que sur l'année 2015. Voilà ce que c'est la compétitivité, voilà à quoi sert l'aide de l'Etat aux entreprises.

Nous sommes très loin d'une politique pour le maintien des emplois. Il y a là une grosse hypocrisie du gouvernement et une sacrée dose de cynisme patronal.

Les moyens financiers existent bel et bien, mais plutôt que de servir à remplir les poches des actionnaires, ceux-ci devraient être utilisés en priorité à améliorer les conditions de travail, à rémunérer décemment les salariés, à embaucher massivement, à réduire le temps de travail pour combattre le chômage et la précarité.

C'est sûr que c'est pas dans l'air du temps, on nous promet même le contraire. Mais il faut bien comprendre que les reculs sociaux ne sont pas une fatalité, ce sont des choix politiques faits par et pour les capitalistes. Imposer d'autres choix, une autre politique, c'est le défi du moment.



LA DIRECTION NE S'OUBLIE PAS

Nous avons enfin obtenu le bilan social 2015 de l'entreprise. Il était temps, nous sommes en octobre. Et bonne nouvelle, les salaires ont augmenté de 300€ par mois et par salarié l'année dernière.

Enfin, inutile de vérifier vos bulletins de salaire, ça ne vous concerne pas, mais uniquement les 10 plus grosses rémunérations de FAI avec une moyenne qui s'établit maintenant à 12 633€ par mois.

Alors chaque année la direction rechigne à nous donner ce bilan social parce que d'après elle, ce qu'on y regarde en premier, c'est la moyenne des 10 plus grosses rémunérations que la loi les oblige à nous donner et après comme on est la méchante CGT on le dit à tout le monde et on critique.

Et c'est vrai que c'est ce que nous faisons en premier et chaque année, parce que cette indécence nous révolte chaque fois. D'abord parce que ça se répète tous les ans mais surtout parce que ce sont les mêmes qui nous expliquent qu'ils ne peuvent pas augmenter les salaires... Enfin les nôtres !

En fait la direction écoute les revendications salariales de la CGT mais... elle ne les applique que pour elle-même.



LA DIRECTION : SEULE CONTRE TOUS

Les syndicats FO, CFTC, CGT et CFE/CGC ont rendu le même avis défavorable aux orientations stratégiques de l'entreprise présentées le 3 octobre lors d'une réunion extraordinaire du CE. Il est notable que tous les syndicats expriment ensemble à la fois leur désaccord avec les choix de Ford et leurs inquiétudes pour l'avenir.

Mais là où ça coince dans l'intersyndicale, c'est que nous, à la CGT, pensons qu'on ne peut pas se contenter de tirer la sonnette d'alarme, qu'il faut logiquement agir en cherchant les moyens de pousser Ford à changer sa stratégie. Un débat que nous syndicalistes et nous tous salariés devrions avoir rapidement.

Mais bon, depuis le temps que nous le disons...

COM DÉFAILLANTE ?

Ces derniers jours, nous avons pu lire plusieurs notes de service faisant appel à candidatures pour du prêt de personnel à GFT, concernant d'abord 11 agents de maintenance puis pour des agents de logistique, sans en préciser le nombre.

Finalement, il semblerait que ça compterait pour du beurre, que c'est juste pour faire plaisir à la direction de GFT, qu'en réalité il n'est pas d'actualité de réduire encore un peu plus le personnel dans les différents secteurs ! Retropédalage ?

INSOLITE : DANNY GLOVER EN SOUTIEN AUX OUVRIERS

Cette année à l'occasion du mondial de l'auto, des ouvriers syndicalistes de l'usine Nissan dans le Mississipi aux US ont organisé une action de protestation contre la répression syndicale, pour sensibiliser la population française et pour mettre la pression sur Carlos Ghosn (le patron de Renault-Nissan). Ça s'est su parce que les ouvriers ont un soutien de poids avec Danny Glover, l'acteur américain qui était à Paris avec eux.

Voici ce qu'il a déclaré aux médias : « C'est une usine qui produit énormément et les ouvriers essayent depuis des années de mettre en place un vote afin de se syndiquer. On les a menacés de perdre leur emploi, de fermer leur usine. On demande juste à Nissan de permettre l'organisation de ce vote sans menacer les ouvriers ». Bravo à l'acteur et toute notre solidarité aux travailleurs et travailleuses américain(e)s.

9 MOIS FERME POUR LES GOODYEAR

VOIRE NOUVELLE CELLULE SYNDICALE...



LE RETOUR DU GENDARME ?

On pensait avoir un nouveau directeur mais pour l'instant, visiblement, c'est plutôt un nouveau gendarme qui vient d'ailleurs de signer sa première verbalisation : un cariste qui n'aurait pas respecté la sécurité. Ne connaissant pas la personne, le directeur-gendarme aurait demandé les photos de tous les caristes de l'usine pour le confondre.

Champion de la sécurité c'est donc ça ? Prendre à défaut des salariés qui travaillent. Mais question travail, ce directeur n'aurait pas autre chose à faire ? Et question sécurité ne pourrait-il pas se pencher sur la sécurité de l'emploi, c'est-à-dire, nous trouver de l'activité pour des lendemains qui chanteraient ?

LA MONNAIE PESSAC :

GRÈVE CONTRE UN LICENCIEMENT

Les militants de la CGT-Ford sont allés apporter leur soutien aux salariés de La Monnaie de Pessac en lutte contre le licenciement d'un de leur collègue. Un licenciement clairement abusif avec une direction qui se croit tout permis, qui agit en tout illégalité, se moquant des droits des travailleurs.

Il s'agit d'un salarié qui revenait d'un congé « sabbatique » (11 mois). La direction est censée reprendre le salarié à l'issue du congé. Mais persuadée que celui-ci n'allait pas revenir, souhaitant sans doute régler quelques comptes (le salarié était auparavant secrétaire du CHSCT), le directeur a décidé de le licencier prétextant qu'il n'y avait pas de postes à lui proposer.

Résultat, grosse colère de ses collègues qui ont lancé un mouvement de grève pour exiger la réintégration, lutte en cours au moment où nous écrivons l'article (mercredi). Les grévistes ont alerté les pouvoirs publics, ils ont été reçu par l'inspection du travail, par les collectivités territoriales, par la préfecture, et par le ministère à Bercy. Ils espèrent faire reculer la direction. A suivre...

GOODYEAR, AIR FRANCE, NDDL...

UNE RÉPRESSION POUR FAIRE TAIRE TOUTE CONTESTATION

Encore une délégation de la CGT-Ford était présente à Amiens ce mercredi 19 octobre pour soutenir les salariés de Goodyear qui passent cette semaine en procès. 8 militants syndicaux avaient été condamnés en première instance à 9 mois de prison ferme ! Ils ont évidemment fait appel. C'est donc jugé cette semaine.

L'histoire remonte au moment de la lutte contre la fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens (1100 salariés), une mobilisation entamée en 2008, avec des rebondissements. C'est en janvier 2013, lors d'une réunion, que des dirigeants vont être « retenus » pendant quelques heures. Une affaire qui devait rester sans suite puisque pour l'accord de fin de conflit, Goodyear avait retiré sa plainte.

Revirement, puisque récemment, le parquet (l'Etat) décidait d'attaquer et d'inculper les 8 salariés. C'est une affaire très grave.

C'est la première fois depuis très longtemps que des syndicalistes reçoivent des peines de prison ferme. C'est le signe d'une société qui se durcit, plus violente avec le chômage, les licenciements, les remises en cause des droits sociaux. Il suffit de voir le cynisme avec lequel PSA annonce plus de 2000 suppressions d'emplois alors qu'il y a 2,4 milliards d'euros de profits.

Plus violente aussi par la multiplication des actes de répression contre le mouvement social, contre ceux d'Air France, contre les zadistes, contre les manifestants anti-loi travail, convocations policières et jugements qui deviennent fréquents. Il s'agit pour le gouvernement et pour le patronat de faire taire toute contestation, de faire accepter tous les reculs sociaux.

Il y a clairement danger d'où l'importance de ne pas se laisser faire et de se défendre ensemble, solidairement.